

DÉCLIC

ceas
Centre Ecologique Albert Schweitzer
Ecouter - Innover - Partager

Journal d'information trimestriel du Centre Ecologique Albert Schweitzer

N° 4, septembre 2017



Focus : Formation professionnelle

Ouvrir des perspectives après l'école obligatoire

A chaque métier son apprentissage

Comment les projets de gestion des déchets créent de l'emploi

Une chute d'eau pour sortir de la précarité énergétique

Un espoir naît dans la commune malgache de Sarobaratra

Partenaires du CEAS à Madagascar, l'atelier Tsiky et l'Association PATMAD forment six apprentis chaque année. (Photo : L. Huber/CEAS)



La formation professionnelle est au cœur des préoccupations du CEAS

Nous le savons, une grande partie des pays d'Afrique souffrent d'un manque d'accès à l'eau potable, à des moyens financiers suffisant et à des techniques appropriables bien maîtrisées. Nous le déplorons et y travaillons avec nos partenaires africains. Mais lorsque ces mêmes partenaires ont accès à un réseau d'eau sous pression et peuvent donner mandat à des artisans pour installer des batteries de cuisines, des salles de bain, ou encore y raccorder un chauffe-eau solaire, il manque malheureusement souvent à ces artisans les compétences techniques basiques pour réaliser un travail de qualité.

Quel visiteur en Afrique n'a pas été confronté à une installation sanitaire défaillante qu'il aura peut-être (comme moi), réparé avec son couteau suisse ? Quel touriste en pension n'aura pas été surpris de se faire asperger par une tuyauterie mal connectée ! Pour des professions comme plombier, soudeur, menuisier ou maçon, la plupart des pays africains souffrent d'un énorme déficit de formation professionnelle réellement à la hauteur. Alors que le système « dual » qui fait le succès de l'apprentissage en Suisse est envié par beaucoup de ses voisins européens, ce même système pourrait parfaitement être adapté dans les pays du Sud. Pour cela, il faudrait que les ministères de tutelle, soutenus par les coopérations bilatérales, puissent mettre en place des centres de formation professionnelle compétents, pour assurer la partie théorique, car c'est cette partie qui fait actuellement cruellement défaut. Mais en ont-ils la volonté politique ?

De son côté, le CEAS est conscient de ces problèmes. A notre mesure, avec nos moyens, mais surtout grâce à notre réseau de partenaires, nous encourageons et soutenons la formation d'apprentis au sein des ateliers de recherches et formations, notamment à Madagascar et au Burkina Faso. Si le niveau de scolarisation doit encore être amélioré, la formation professionnelle doit également être encouragée et soutenue : c'est ce que le CEAS fait par exemple avec l'association PATMAD et son atelier Tsiky à Madagascar. Chaque année, six apprentis suivent un cycle de formation dans trois disciplines techniques : serrurerie métallique, menuiserie et électromécanique. Pour la partie théorique, notre partenaire local a donné mandat à un lycée technique qui a adapté ses cours et délégué un formateur. Il en va de même dans l'atelier SOLDEV à Bobo Dioulasso au Burkina Faso, où Mamadou Ouattara, l'un des premiers artisans formés par le CEAS dans ce pays, est maintenant reconnu comme maître formateur. C'est une belle reconnaissance pour cet artisan qui ne cesse de former des jeunes burkinabè défavorisés et sans emploi.



Daniel Schneider
Directeur

Impressum

Le journal Déclic paraît 4 fois par année
en français et allemand

Tirage septembre 2017 : 3000 exemplaires français, 900 exemplaires allemands (Impuls)

Imprimé sur papier recyclé certifié « Blue Angel »

Prix indicatif de l'abonnement annuel : CHF 10.-

Editeur : CEAS

Rue des Amandiers 2, CH-2000 Neuchâtel

T. +41(0)32 725 08 36,

Rédacteur responsable : Patrick Kohler

Impression : Onlineprinters

Graphisme et mise en page : Christian Schoch, Cernier

Ouvrir des perspectives professionnelles après l'école obligatoire

Un bon système d'éducation favorise l'essor social, culturel et économique d'une société. Il encourage le développement personnel et l'esprit d'analyse. Mais il permet surtout à chacune et chacun de développer son potentiel, lorsqu'il est complété par un système de formation professionnelle de qualité. C'est en tous les cas ce que nous constatons dans la plupart des projets menés par le CEAS.

Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), le monde comptait près de 200 millions de personnes sans travail en 2016. Avec la croissance démographique, ce chiffre va malheureusement grandissant et touche de plus en plus de jeunes. Phénomènes aggravants, la situation économique mondiale et le manque d'accès à une formation professionnelle de qualité en fin d'école obligatoire. Il est par conséquent urgent de créer des opportunités de formations au niveau post-obligatoire afin d'ouvrir des perspectives d'emploi et d'avenir pour ces jeunes.

Il convient ainsi de considérer l'éducation de base et la formation professionnelle comme un continuum, si l'on veut qu'elles constituent de véritables instruments de lutte contre la pauvreté. L'école obligatoire doit servir de socle sur lequel chaque individu peut se construire et développer son sens critique. La formation professionnelle peut ensuite s'appuyer sur cette base solide et permettre à chacune et chacun d'affiner des compétences spécifiques, synonymes de place dans le monde du travail et dans la société.

Des efforts à l'échelle internationale

Grâce à l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le Développement Durable*, le thème de la formation professionnelle a pris une nouvelle dimension. L'ONU y

reconnait explicitement le droit à être formé. De plus, elle souligne le potentiel de la formation dans la réduction de la pauvreté, la croissance économique, le développement durable et la construction d'une société juste et pacifique.

C'est la raison pour laquelle le CEAS mise depuis de nombreuses années sur la formation de formateurs locaux dans ses projets. Une étude d'impact a récemment montré qu'au Sénégal et au Burkina Faso, rien que dans le domaine de l'assainissement des déchets, 300

ronnement direct, que ce soit en matière de santé, de dégradation des sols ou de péjoration du climat.

Ce binôme, éducation et formation, constitue ainsi un instrument essentiel dans la lutte contre la pauvreté. Il forge les fondations qui permettent à chaque apprenant de trouver sa place et de défendre ses droits dans le monde du travail et dans la société en général.

Nora Komposch
Déléguée à Berne



L'atelier Tsiky à Madagascar forme chaque année six apprentis en électromécanique, en menuiserie et en mécanique. (photo : D. Schneider / CEAS)

emplois pérennes ont été créés à travers l'approche que nous avons développée. De même, l'ensemble de la filière de la mangue séchée, pour laquelle nous avons créé les principaux outils et techniques de production, a généré plus de 2000 emplois au Burkina Faso.

Notre expérience montre par ailleurs qu'en augmentant le niveau de formation des apprentis et stagiaires, nous augmentons également leur capacité à faire face aux problèmes du quotidien, quelle que soit leur nature. Ils sont mieux armés pour affronter les défis que la société et l'économie leur imposent et prennent plus facilement conscience des menaces qui pèsent sur leur envi-

*L'Agenda 2030 est le cadre international adopté par les membres de l'ONU pour résoudre conjointement les grands défis du monde.

A chaque métier son apprentissage

Gérer les déchets d'une petite commune burkinabè est un énorme défi. Mais c'est aussi une belle opportunité de créer des emplois. Pour concrétiser ce potentiel, chaque intervenant(e) doit disposer de compétences qui nécessitent une formation adéquate. Abdoulaye Gango, chef du programme de gestion des déchets à l'Association CEAS Burkina, nous parle du travail d'accompagnement qu'il mène avec son équipe depuis bientôt dix ans.

Quelle place tient la formation professionnelle dans le projet que vous menez ?

Au départ, nous avons surtout cherché à renforcer les capacités des membres des organisations de collecte. Il s'agissait de formations qui traitaient des conditions de travail : hygiène et sécurité avant tout. Puis, petit à petit, ces organisations nous ont sollicités pour mieux démarcher leurs abonné(e)s. Vous savez, dans les petites communes burkinabè, la priorité de la gestion des déchets est faible face à l'eau, l'éducation ou la santé. En outre, ces com-

De fil en aiguille, d'autres formations sont venues compléter cette offre : techniques de tri, de compostage, mais aussi de vente pour les matériaux recyclés.

En parallèle, nous nous sommes rapidement rendu compte qu'il ne servait à rien de renforcer les compétences des collecteurs et trieuses de déchets si les services techniques de leurs communes étaient incapables d'organiser le reste de la filière. Nous avons ainsi organisé des formations à l'attention des agents techniques municipaux. Il s'agit de modules qui combinent stages théoriques de quelques jours et voyages d'études. Nous y convions des partenaires comme le Service National de l'Environnement mais aussi des responsables d'initiatives qui ont échouées. Il est important que chacun comprenne la complexité de cette problématique et le fait que gérer une telle filière ne s'improvise pas.

De plus, tant dans le cas des organisations de gestion des déchets que des services techniques, nous assurons un coaching dans leur pratique quotidienne, ce qui est



Abdoulaye Gango est ingénieur de l'environnement et chef du projet « Gestion des déchets ménagers » à l'association CEAS Burkina.

la gestion des déchets qui s'appelle Re-Source. Sous sa bannière, nous avons organisé une formation en début d'année qui a accueilli les agents techniques de communes burkinabè extérieures à notre projet, mais surtout, nous avons eu la fierté d'accueillir cinq apprentis venus de la région de Sikasso du Mali.

Nous profitons aussi de ces formations à de nouvelles communes pour faire endosser à nos partenaires le rôle de formateur : ce fut le cas par exemple du secrétaire général de la Commune de Gourcy, qui a partagé son expérience de 5 ans dans la réalisation et la mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets. Plusieurs associations partenaires ont également pu se profiler comme institutions formatrices, notamment pour le compostage, auprès d'autres associations. Rien de tel pour ancrer les connaissances acquises que de les partager !

Il y a aussi tous ceux qui fournissent les équipements nécessaires à la gestion des déchets, n'est-ce pas ?

Oui, c'est vrai qu'il a fallu inventer des équipements et des infrastructures adaptées aux besoins spécifiques de ces communes. Nous avons ensuite formé des artisans et des entrepreneurs qui les fabriquent et améliorent ainsi leurs revenus. Trois ateliers disposent aujourd'hui de ces compétences, ce qui représente une vingtaine d'employé(e)s et d'apprenti(e)s. Pour conclure, je dirais qu'on est loin du système de formation dual à la Suisse. Les principales formations dans le domaine de la gestion des déchets sont dispensées à l'Université de Ouagadougou ou au sein d'écoles professionnelles à des futurs ingénieurs en environnement. Mais il n'existe presque aucune offre pour les praticiens de la collecte des déchets. Et pourtant, ce sont eux qui sont au front.



Les trieuses de la déchetterie de la ville de Pô, au Burkina Faso, ont suivi plusieurs formations afin d'exercer leur profession dans les meilleures conditions. (photo : Association CEAS Burkina)

munes n'ont pas le savoir-faire ni les moyens financiers pour assurer la gestion de leurs déchets. Ce sont par conséquent d'abord des associations locales qui s'organisent pour faire du porte-à-porte et du tri. Le défi pour elles réside dans le fait de convaincre un maximum de familles et d'entreprises de s'abonner de manière volontaire.

au final certainement le plus précieux et le plus stimulant pour ces partenaires.

Ces formations sont-elles ouvertes à d'autres acteurs ?

Absolument ! Nous faisons partie d'une plateforme internationale d'échange sur

Une chute d'eau pour sortir de la précarité énergétique

Sélectionné par la Commission pour l'Océan Indien, un projet d'électrification dans le hameau de Fialofa fait naître l'espoir d'une amélioration des conditions de vie au village. Un défi que nous pouvons relever avec votre aide !

Le hameau de Fialofa, dans la commune malgache de Sarobaratra, abrite une population d'environ 4'000 habitants. Il se situe sur une plaine fertile surnommée le « Grenier du Moyen Ouest d'Antananarivo », pour l'abondance du riz qui y est cultivé. Avec l'élevage, l'agriculture constitue pratiquement l'unique activité économique pratiquée par la population locale. Malheureusement pour elle, les revenus qu'elle en tire restent très faibles. L'absence d'électricité dans la commune rend en effet prohibitif le coût d'une éventuelle transformation des denrées alimentaires sur place. Ceci nécessiterait l'utilisation de groupes électrogènes polluants et dont le prix au kilowattheure est deux fois supérieur à celui pratiqué dans les villages reliés au réseau national électrique.

Conséquence : les producteurs doivent se résigner à vendre leur riz non décortiqué, sans pouvoir bénéficier d'aucune plus-value. Autre impact de l'absence d'électricité dans le village, les ménages dépensent en moyenne 10% de leurs maigres revenus pour remplir leurs lampes à pétroles ou pour l'achat de piles électriques. Enfin, les services communautaires, comme les centres de santé ou les écoles, sont très handicapés par cette situation.

Or, non loin du village, la rivière Kotombolo alimente une chute dont la capacité hydroélectrique est évaluée à 660 kW en saison de pluie. Ayant eu vent de l'expérience de l'Association PATMAD et du CEAS en matière d'électrification rurale, les représentants de la commune nous ont approchés. Leur demande : réhabiliter une centrale hydroélectrique installée par un privé dans les années 1990 mais qui, faute de pièces de rechange, a cessé de fonctionner depuis longtemps.

Après avoir effectué une étude de faisabilité, nous avons décidé de relancer la production d'énergie hydroélectrique à Fialofa. Mais cette fois, nous utiliserons des turbines produites sur places, afin que leur entretien sur le long terme soit garanti. Au début de l'année, un dossier

Si nous arrivons à rassembler l'autre partie du financement, nous pourrions ainsi faire fabriquer sur place deux turbines de type Banki de 30kW chacune. Elles permettront à au moins 200 ménages d'avoir un accès direct à l'électricité. Les cultivateurs de riz du village pourront



La rivière Kotombolo alimentera deux turbines fabriquées localement de 30kW chacune. (photo : D. Schneider / CEAS)

a été soumis à la Commission de l'Océan Indien (COI) qui a reconnu l'urgence de la situation et la pertinence du projet. De fait, elle a accepté de le financer pour moitié.

également décortiquer leur production sur place et ainsi améliorer leurs revenus. Enfin, des lieux communautaires pourront être reliés à ce micro-réseau, au bénéfice de l'entier de la population du hameau.

Appel aux dons



Soutenons ensemble ce projet !

Le projet prévoit de contribuer aux frais fixes de raccordement électrique de 200 bénéficiaires. Avec un don de 35.- frs, vous subventionnez la moitié des coûts de raccordement pour un ménage. Un très grand merci d'avance pour votre soutien !

Patrick Kohler

Ecoles du nord et du sud unies pour un monde meilleur

Dans le cadre du projet Robin des Watts, mis en place par l'association Terragir, des étudiants à l'école de commerce André-Chavanne de Genève ont participé à la sensibilisation aux questions énergétiques d'enfants d'une école primaire de leur région. Une démarche pédagogique efficace qui permet en même temps de financer un projet d'électrification scolaire à Madagascar.

Bonjour, nous sommes les élèves de la 2CFCbN et nous sommes actuellement en deuxième année à l'école de commerce André-Chavanne. Nous avons été mandatés par l'association de soutien au CEAS à Genève (ASCEAS-GE) afin de sensibiliser les élèves de l'école primaire des Franchises à la question des économies d'énergie, à l'occasion de la journée solidaire du 12 mai 2017.

Pouvez-vous décrire en quelques mots ce qu'est une journée solidaire ?

Une journée solidaire consiste à proposer à des classes du primaire des animations présentant le projet sud du programme Robin des Watts. Dans notre cas, il s'agit de l'électrification de l'école de Mahambo, par le CEAS à Madagascar. Cette action per-

met aux élèves de se rendre compte du gaspillage énergétique et de développer une pensée écologique et équitable dès le plus jeune âge.

En amont des animations, nous avons nous-mêmes été sensibilisés aux conditions de vie des élèves à Madagascar, ainsi qu'à différents problèmes que rencontre la population. De ce fait, nous

avons pu entrer en empathie avec eux et donc avons pu mieux expliquer aux enfants ce que vivent ceux de Madagascar.

Il y avait quatre postes à animer. Tout d'abord, nous accueillions les élèves des différentes classes en leur expliquant ce qu'est le programme Robin des Watts et en quoi consiste le projet qui va se réaliser à Madagascar. Ensuite, un premier

atelier consistait à décrire la vie de Patrick, un enfant malgache. Nous y expliquions, en images, les difficultés qu'il affronte tous les jours.

Dans un second atelier, on présentait les fruits que l'on trouve à Madagascar. Il y avait des bols avec différents fruits séchés par les partenaires du CEAS et les enfants devaient les placer sur les bonnes images représentant des plantes. Bien sûr, les enfants avaient le droit de goûter les fruits séchés...

Enfin, le troisième atelier était divisé en deux activités. Il s'agissait d'abord d'expliquer aux élèves le fonctionnement d'un kiosque solaire. Pour ce faire, nous avons utilisé une maquette d'un kiosque solaire muni d'un mini panneau-solaire. Il y avait aussi des étiquettes de couleur avec des problèmes et des solutions inscrits dessus, afin



Le programme Robin des Watts sensibilise les écoliers suisses romands aux problématiques énergétiques du Nord et du Sud. (photo : Bastian Bise / ASCEAS-GE)



Le programme Robin de Watts

Le programme Robin des Watts, à l'image du bandit au grand cœur de la forêt de Sherwood, tente de manière symbolique de « prélever » aux riches un peu de leur abondance énergétique pour la redistribuer à ceux qui, ailleurs, n'en bénéficient pas. Il a simplement pour but de consommer l'énergie de manière un peu plus rationnelle et réfléchie, sans que cela ne représente une privation.

Robin des Watts initie un partenariat de solidarité énergétique entre le Nord et le Sud. Il permet à une collectivité, une école ou une entreprise de « faire quelque chose de concret » pour voir émerger une société plus équitable et

moins énergivore. Le concept original consiste à investir les moyens financiers générés par des économies d'énergie réalisées en Suisse (générée par une réduction du chauffage, une meilleure gestion de l'éclairage et des appareils électriques), dans un projet permettant, grâce aux énergies renouvelables et à des systèmes simples, d'améliorer les conditions de vie d'une communauté du Sud.

En 2015, ce programme a permis de cofinancer l'électrification de l'école d'Antanety à Madagascar. En 2017, deux nouvelles écoles malgaches sont sur le point de bénéficier de cette initiative : dans les villages d'Amberomanga (ci-contre) et de Mahambo.



Inauguration du kiosque solaire dans l'école d'Amberomanga

de bien les visualiser. Par exemple, en Suisse, il n'y a pas de problème pour recharger un téléphone portable, alors qu'à Madagascar, ce n'est pas forcément le cas. De même, contrairement à Madagascar, la gratuité de l'éducation est une évidence chez nous. L'électricité et les bénéfices générés par le kiosque solaire permettent de répondre en partie à ces problèmes.

La deuxième activité permettait de regarder à l'intérieur de la maquette d'une maison Malgache, d'abord sans lumière, puis grâce à une lampe rechargée à l'énergie solaire. Les élèves ont ainsi pu se rendre compte de l'importance de l'électricité.

Que gardez-vous en mémoire de cette expérience ?

Nous gardons en mémoire l'étonnant intérêt des élèves de l'école des Franchises. Ils ont posé des questions et se montraient compatissants envers les enfants de Madagascar. Il est important de faire des économies, car pas tout le monde a la possibilité de se chauffer, de s'éclairer.

Ce projet nous a particulièrement touchés. Ce fut une belle expérience d'expliquer à ces citoyens de demain les problèmes qui existent dans le monde et de leur montrer qu'en agissant depuis chez nous, on peut changer des choses ailleurs. Avec très peu de moyens, on peut changer beaucoup de choses à Madagascar et aussi dans d'autres pays. Ça donne envie d'aider ces pays.

Les élèves de la 2CFCbN



La gérante du kiosque solaire fait la promotion de lampes LED rechargeables auprès des villageois (photo : JIROVE)

Dans notre appel de novembre 2015, nous vous avons sollicités pour financer l'électrification de l'école du village malgache d'Amberomanga. Grâce à votre générosité et à celle de partenaires suisses et européens, ce projet a pu voir le jour. Le 26 août dernier, un kiosque muni de panneaux photovoltaïques a été inauguré dans l'enceinte de l'école. Véritable centre de services énergétiques, il alimente directement six salles de classe ainsi qu'un point de rencontre destiné à la population. Les classes sont désormais toutes éclairées par des ampoules LED. Deux d'entre-elles sont en outre équipées d'écrans pour projeter des films et des documentaires.

Afin d'assurer la pérennité financière de l'installation, une gérante et son mari ont été recrutés. Ils proposent à l'ensemble de la population du village des lampes rechargeables, un service de charge de batteries ainsi que des boissons fraîches et des snacks. Un très grand merci à tous ceux qui ont soutenu ce projet ! Dans les mois qui viennent, deux autres écoles bénéficieront d'installations similaires.



Les enfants emportent les lampes rechargeables après les leçons, afin de faire leurs devoirs notamment. (photo : JIROVE)

Le photographe Pierre-William Henry à la rencontre des bénéficiaires du CEAS

En 1991 le photographe Pierre-William Henry a commencé une série de prises de vues intitulée «Portraits de Neuchâtois». Ces images, il les a fait voyager à travers le monde, à commencer par la Sibérie. Là, d'autres clichés sont rassemblés pour être ensuite présentés dans le Haut Atlas marocain, dans le village d'Amesker. Là encore, l'artiste immortalise ses résidents pour les présenter au Groenland deux ans plus tard et ainsi de suite.



Les clichés du photographe neuchâtelois Pierre-William Henry ont été exposés dans la capital malgache. (photo : Alain Germond)

En 2017, «Pierrot» nous a proposé de participer à ce projet en exposant les portraits de villageois chinois à Madagascar. Ce fut chose faite, le 2 juin dernier dans la galerie Is'ART de Antananarivo, à l'occasion de moments merveilleux et chaleureux, honorés de la présence des Ambassadeurs de Suisse, de Chine et d'Afrique du Sud. Cette soirée fut ainsi l'occasion de célébrer ce qui rapproche les peuples du monde, à l'heure où l'on nous présente surtout ce qui les divise. Durant deux semaines, les Tananariviens

auront pu découvrir des visages de la «Grande» Chine et rencontrer un artiste photographe de la «Petite» Suisse: le tout coordonné par le CEAS et son bureau de coordination à Tana.

En outre, accompagné d'un autre photographe neuchâtelois de renom, Alain Germond, Pierre-William Henry en a profité pour effectuer quelques reportages photographiques à l'occasion de la mission du directeur du CEAS et ainsi

figer quelques paysages colorés et de nombreux visages rayonnants d'une partie des bénéficiaires des projets du CEAS. Ces photos nous seront très utiles dans notre mission de sensibilisation en Suisse. Quelques-unes d'entre elles seront notamment à découvrir dans le calendrier 2018 du CEAS.

Agenda

1er octobre 2017 dès 10h00

Fête d'automne du jardin botanique
Jardin botanique de Neuchâtel

6 novembre 2017 à 18h30

La décroissance... Conférence du Prof. Dominique Bourg
Institut national genevois, Genève

16 novembre 2017 à 19h00

Repas de soutien de l'ASCEAS-Vaud
Maison du Blé et du Pain, Echallens



La boutique

Veuillez me faire parvenir les produits suivants contre facture :	Prix (CHF)	Quantité	Total
Kakis séchés de Madagascar (50g) nouvel arrivage	3.60	_____	_____
Physalis séchés de Madagascar (100g) nouvel arrivage	6.40	_____	_____
Bananes séchées de Madagascar (50g) nouvel arrivage	2.70	_____	_____
Ananas séchés (50g) nouvel arrivage	4.30	_____	_____
4 sachets de fruits séchés PROMO ↗- (kakis, physalis, ananas et bananes), valable jusqu'au 31.10.2017	14.50	_____	_____
Coffret 3 soins corps bio (Gel douche Figue de barbarie 100ml, Gommage corps Miel 100g, Lait corps Argan 100ml)	39.50	_____	_____
Baume à lèvres au karité nourrissant bio	8.90	_____	_____
Beurre de karité bio équitable 20g en 5 parfums ___ Vanille ___ Cerise ___ Tiaré ___ Thé vert ___ Classique (amande)	7.90	_____	_____
Frais de livraison	9.00		9.00
TOTAL			_____

Pour connaître l'ensemble des produits disponibles: www.leshop-equitable.ch
par e-mail boutique@ceas.ch ou par téléphone 032 725 08 36

www.leshop-equitable.ch

Mme M

Nom, Prénom: _____

Adresse: _____

NPA, Ville: _____

E-mail: _____

Tél.: _____

Date: _____

Signature: _____